

Caux Dialogue on Land and Security

addressing the human connections between poverty, conflict and
environmental degradation

Caux, Switzerland, 10 – 14 July 2015

www.landlivespeace.org

Transcript for opening speech delivered at the closing panel on 14th July 2015 at
Caux Dialogue on Land and Security 2015

Guillaume Benoit

Dialogue de Caux sur le Terre et la Sécurité. 10 – 14 juillet, 2015.

Discours de **M. Guillaume Benoit**, Ingénieur agronome, ingénieur général des Eaux et des Forêts– membre du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER) – Président du groupe "Eau et sécurité alimentaire" du Partenariat français pour l'eau – Membre des panels d'experts FAO et CGDA Maroc sur l'agriculture durable– Auteur ou co-auteur des rapports "La France et ses campagnes 2025–2050; regards croisés filières et territoires", "L'eau et la Sécurité Alimentaire ; défis et solutions" (rapport pour le 6ème Forum mondial de l'Eau), « Les contributions possibles de l'agriculture et de la forêt à la lutte contre le changement climatique ».

Je remercie les organisateurs de m'avoir associé à ce Dialogue dans cet endroit magnifique. J'en retire, comme nous tous ici, beaucoup d'énergie. J'ai rencontré des gens formidables, et cela redonne confiance dans l'humanité.

J'ai choisi comme titre *Le Changement Climatique* – en France on y travail beaucoup évidemment en vue de la COP 21 – *et les Ressources Rurales*, parce qu'on parle beaucoup de l'eau et du sol, mais il y a aussi les savoir-faire, les communautés, les hommes et les femmes. L'important, c'est de bien valoriser tout cela ensemble. Je pense donc que « *ressources rurales* » est une bonne expression. Je vais parler de toutes ces ressources globalement, puis de la sécurité alimentaire, en donnant une approche française de la question, notamment par rapport à la COP 21.

Dans la négociation climatique, le secteur du vivant, c'est-à-dire l'agriculture, la forêt et les sols » a été depuis le début mal pris en compte, alors que le dernier rapport du GIEC a au contraire insisté sur la « spécificité » de ce secteur dénommé AFOLU en anglais (*Agriculture, Forestry and Other Land Use*) et montré qu'il pouvait représenter « de 20 à 60% du potentiel mondial d'atténuation à l'horizon 2030 ».

En quoi ce secteur est-il spécifique? Parce que l'agriculture et la forêt peuvent capter une partie du carbone en excès dans l'atmosphère pour le stocker dans les sols et la biomasse. Donc, l'économie du vivant a un rôle particulier dans l'économie face au climat. Et puis c'est aussi un secteur vital pour son rôle multiple : évidemment l'alimentation, mais aussi l'emploi, l'équilibre urbain/rural, le développement, la gestion de l'eau, la sécurité. Et c'est encore un secteur très menacé par le changement climatique alors que nous savons que la production doit pourtant augmenter de 60% d'ici à 2050. L'enjeu fondamental pour l'humanité, c'est donc d'agir sur le secteur des terres pour réussir à la fois l'adaptation, l'atténuation et la sécurité alimentaire. Quand on dit « sécurité alimentaire », on doit entendre « production », mais aussi, bien sûr, « accès de tous à l'alimentation », « stabilité » et « qualité nutritionnelle ».

Or, le rapport du GIEC nous alerte fort sur la question de la sécurité alimentaire. J'ai passé un mois à le lire de façon approfondie. Il montre en effet que le changement climatique va affecter la sécurité alimentaire, dans toutes ses dimensions et tout au long du siècle, du moins dans les zones vulnérables, mais aussi à l'échelle globale dans le cas d'un scénario à + 4°C à la fin du siècle.

Les risques sont très importants dans certaines régions vulnérables du monde et la vulnérabilité peut être d'autant plus forte que la pauvreté rurale et/ou la dégradation des ressources naturelles y sont déjà élevées.

L'Afrique est notamment menacée, y compris l'Afrique du Nord où les sols sont aussi très dégradés. Un des problèmes importants qui va se poser au Maghreb sera celui de l'eau car les ressources en eau ont déjà commencer à se réduire et parce que 30% de l'eau utilisée aujourd'hui est déjà de source non-durable, c'est-à-dire qu'elle résulte de la surexploitation des nappes renouvelables ou de l'exploitation des nappes fossiles.

Avec l'augmentation de la température, on observe aussi une baisse relative des rendements. C'est vrai y compris en France où la stagnation observée du rendement du blé depuis une quinzaine d'années, est dûe principalement au changement climatique.

Donc, nous sommes dans une situation nouvelle, si bien que l'affirmation faite par le Professeur Tony Allan, d'une poursuite de la baisse des prix agricoles n'est pas si sûre. Une remontée des prix serait d'ailleurs très bien pour les agriculteurs et pour la bonne gestion de l'eau et des sols. Cependant, si les prix devaient trop monter, on aurait alors des émeutes urbaines et d'autres problèmes. En tout cas, l'avenir est incertain et c'est une nouvelle ère qui se dessine.

Quoi qu'il en soit, l'objectif qu'il nous faut maintenant viser est de réussir le triple gain « sécurité alimentaire, adaptation et atténuation ». Mais que faire, quelles priorités ? On a vu qu'il y a des solutions magnifiques possibles. Le film sur l'Ethiopie en est une démonstration. Cependant, il nous faut réussir maintenant un changement à bien plus grande échelle. Qu'elles sont alors les grandes conditions du progrès ?

Je propose pour ma part de mettre l'accent sur trois points sur lesquels mon pays est très attaché :

l'agriculture familiale et la politique agricole

l'agro-écologie, et

la nécessaire réconciliation entre la sécurité alimentaire et la lutte contre le changement climatique.

D'abord, **l'agriculture familiale** car sa « mise en mouvement » nous paraît vraiment une question essentielle au niveau mondial, notamment en Afrique, et aussi parce que nous savons bien en France que cela est possible, que l'on peut et doit donc s'appuyer sur la petite agriculture pour réussir le développement. En France, c'est en effet le choix que nous avons fait au début des années 1960, et historiquement on a réussi un magnifique développement agricole et agro-alimentaire. Pourquoi ? Parce que on a créé les conditions qui ont permis aux paysans de se professionnaliser et d'investir : accès à la responsabilité collective, formation, maintien de prix rémunérateurs par la régulation des marchés, accès à un crédit adapté aux besoins de l'agriculture, politique de « structures » (accès au foncier...) etc... Ce que je retiens, c'est que sous réserve de politique agricole adaptée, l'agriculteur, « premier gestionnaire de l'eau », peut donc aussi devenir le « premier investisseur ». Sans nier l'intérêt possible de l'investissement étranger, il faut donc sortir d'une vision qui ne fait référence qu'à celui-ci.

J'ai beaucoup travaillé au Maroc. J'y étais pendant quatre ans. Or, le Maroc, après la crise alimentaire du 2008, a mis en place une politique agricole vraiment

ambitieuse appelée le « Plan Maroc Vert ». Ses crédits d'intervention pour l'agriculture ont été multipliés, je crois, par quatre, ce qui est considérable, et une nouvelle vision a commencé à se structurer : celle à la fois d'une organisation économique, allant du bas vers le haut, avec des coopératives et des groupements d'intérêt économique (GIE), et celle d'une politique encourageant les nécessaires regroupements, l'investissement dans la transformation agro-alimentaire et la mise en place de nouveaux instruments de crédit à l'agriculture. L'objectif doit être en effet de permettre le progrès de tous les types d'exploitations, et notamment des 750.000 petites et moyennes exploitations qui, jusqu'à présent, n'avaient pas accès au crédit alors qu'elles sont l'avenir du développement agricole du pays. De plus, on doit bien comprendre qu'en se professionnalisant, ces exploitations créeront aussi de nombreux emplois non agricoles, ce qui améliorera aussi la situation des 600.000 familles rurales dont les exploitations sont si petites qu'elles produisent moins que les besoins des familles, obligeant les hommes à aller travailler en ville.

Pour ce pays, c'est un changement important de vision et c'est aussi un changement qui a commencé. En effet, des centaines d'associations et coopératives professionnelles ont émergé ces dernières années dont nombre d'entre elles réussissent à se regrouper pour devenir des groupes de coopératives. Elles sont donc présentes sur le marché et transforment leurs produits. C'est très important, la transformation agro-alimentaire car cela permet à la fois de réduire des pertes de récoltes importantes et de créer de la richesse dans l'espace rural, de créer de l'emploi. Ce sont ces nouvelles dynamiques qui donnent vraiment de l'espoir pour l'humanité.

Donc, ce qui compte à notre avis, c'est à la fois la mise en place de politiques publiques et l'émergence de leaders paysans locaux, capables d'entraîner des groupes. C'est en effet une affaire de « capital social », d'organisations collectives. On l'a d'ailleurs vu très bien tout au long de ce Dialogue de Caux 2015.

C'est pourquoi on milite en France pour des politiques en faveur de l'agriculture familiale. La bonne volonté de tous les militants du développement rural, c'est très important, mais cela ne suffit pas. On a besoin de politiques publiques pour l'agriculture familiale, et de politiques qui soient aussi des politiques de crédit à l'agriculture.

Je passe au point deux : **l'agro-écologie**. Mon pays en a fait maintenant une priorité. En effet, un nombre croissant d'acteurs ont compris la nécessité d'un changement de fond dans l'agriculture. C'est le fait d'abord d'agronomes comme

Michel Griffon qui a inventé le concept d' »agriculture écologiquement intensive ». Ils ont en effet compris qu'il fallait évoluer et qu'il était possible de faire mieux avec la nature, c'est-à-dire de tirer davantage parti des services éco-systémiques que celle-ci peut offrir. C'est le fait aussi, ces dernières années, de nombreux agriculteurs pionniers, souvent des groupes, qui, dans toutes les régions françaises, innove et changent leurs systèmes, pour passer à des pratiques agro-écologiques. Les gains sont souvent à la fois économiques et environnementaux, mais aussi sociaux car la qualité de vie peut être très améliorée. C'est le fait également aujourd'hui de l'Etat puisque notre Ministre, Stéphane Le Foll, a fait de la transition agro-écologique une nouvelle priorité pour le pays. Il a ainsi demandé à Mme Marion Guillou, Présidente d'Agreenium (le consortium de la Recherche agronomique française), un rapport sur le projet agro-écologique, lequel a bien montré les changements en cours, tant en France qu'au niveau mondial, l'importance de s'engager dans cette direction et les voies possibles d'une transition réussie. Le rapport montre aussi qu'on a besoin d'appuis publics à cause des externalités dont le marché ne tient pas compte. Sans appui, on n'aura pas tous les bénéfices nécessaires. Il met surtout l'accent sur l'importance de l'innovation, de l'autonomie et de la diversification ; ainsi que sur la nécessité de développer des solutions adaptées à la grande diversité des territoires et des contextes locaux

Ceci a conduit ensuite le gouvernement français à lancer en 2012 « le projet agro-écologique pour la France » et le Parlement à voter en 2014 la « loi d'avenir » sur l'agriculture. Son article 1 stipule que : « Les politiques publiques en faveur de l'agriculture ... visent à promouvoir et à pérenniser les systèmes de production agro-écologiques qui combinent performance économique, sociale ». Il ajoute que « ces systèmes privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, ... et sont fondés sur les interactions biologiques et l'utilisation des services écosystémiques et des potentiels offerts par les ressources naturelles, en particulier les ressources en eau, la biodiversité, la photosynthèse, les sols et l'air, en maintenant leur capacité de renouvellement du point de vue qualitatif et quantitatif ». Enfin, ils doivent contribuer « à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique ». Un autre article crée les « groupements d'intérêt économique et environnemental » (GIEE), pour favoriser les démarches collectives d'innovation dans les territoires. Et l'objectif fixé par le gouvernement est qu'en 2025, 50% des exploitations françaises devront être engagées dans la transition agro-écologique.

Pour cela, il nous faut naturellement mobiliser largement car « produire autrement », c'est aussi « rechercher autrement », « former autrement » et

« développer autrement ». C'est pourquoi par exemple tous les lycées agricoles sont maintenant bien mobilisés.

Ce qui est aussi important, c'est que des grands groupes coopératifs et privés, comme par exemple les coopératives Terrena et Vivescia, sont aujourd'hui également engagés dans cette direction. Elles embauchent donc de jeunes agronomes et mettent en place des dispositifs financiers qui aident au changement de pratiques dans les exploitations membres.

La transition agro-écologique est d'autant plus importante à réussir qu'elle est aussi un moyen de réussir à la fois l'adaptation au changement climatique et l'atténuation. Elle permet en effet une meilleure rétention de l'eau et du carbone dans les sols et donc une meilleure résilience au choc climatique et un meilleur stockage. Le dérèglement du climat imposera aussi, cependant et en même temps, un recours accru à l'eau d'irrigation, et d'avantage de stockage de l'eau, comme l'a d'ailleurs fortement souligné le rapport du GIEC. C'est important car l'accès à l'eau permet de réduire les risques, d'augmenter la productivité, et de créer des emplois. Il peut être une condition d'une transition agro-écologique réussie.

Donc il nous faudra réussir à mener ensemble une autre gestion de l'eau et une transition agro-écologique. L'exemple du Tigré développé dans le film sur l'Éthiopie est bien démonstratif des progrès possibles, tant en pluvial que par le développement de l'irrigation.

Je passe au troisième point : **réconcilier la lutte contre le changement climatique et la sécurité alimentaire**. Il est d'abord important de rappeler que le secteur des terres représente de 20 à 60 % du potentiel mondial d'atténuation des gaz à effet de serre d'ici 2030 au niveau mondial. Pourquoi ? Parce qu'il est en effet possible d'agir sur plusieurs leviers pour à la fois réduire les émissions directes et indirectes de l'agriculture et de l'élevage, stocker davantage de carbone dans les sols et la biomasse, réduire la déforestation et les autres causes de déstockage, et produire plus pour substituer des produits bio-sourcés à des produits conventionnels beaucoup plus émissifs de gaz à effet de serre. Par exemple, en protégeant les arbres et en développant l'agro-foresterie, vous contribuez à la fois à prendre une partie du carbone présent en excès dans l'atmosphère pour le stocker dans les sols et la biomasse et à produire davantage de bois que vous pouvez utiliser ensuite en lieu et place de pétrole, de gaz ou de ciment. Votre gain carbone est donc un gain multiple.

Si on résume, relever le défi du changement climatique, c'est donc à la fois réussir à « décarboner l'économie » et à « recarbone la biosphère ». Et c'est donc agir autant sur l'urbain que sur le rural.

Pour avancer, il nous faudra pouvoir chiffrer les gains possibles d'atténuation dans chaque pays, tout en tenant compte des enjeux locaux et globaux de la sécurité alimentaire. Il ne s'agit pas en effet de réduire la production ici, par exemple en France si l'effet devait être d'obliger à produire ailleurs et de contribuer à déforester la planète avec à la clef un bilan climatique aggravé.

C'est pourquoi notre Ministre a demandé aux experts du Conseil Général de l'Agriculture, qu'il préside, de réaliser un rapport pour faire ressortir la problématique mondiale du secteur des terres et pour chiffrer les progrès possibles d'atténuation en France à l'horizon 2030. Ce travail nous a pris 7 à 8 mois. Or, il a montré que sans perte de production et en jouant sur plusieurs leviers : l'agro-écologie, la gestion forestière, la bioéconomie et la réduction des pertes et gaspillages en terres agricoles, en prairies et en aliments, le secteur des terres en France pouvait à lui seul permettre une réduction des émissions de GES de 56 à 70 millions de tonnes de CO₂/an d'ici 2030, soit presque la moitié de ce qui sera nécessaire pour atteindre l'objectif fixé par le pays, à savoir une baisse des émissions de 40% par rapport à 1990 ! L'exemple français montre que c'est donc un enjeu très important.

Au niveau international, il nous paraît essentiel de mettre à profit la COP 21 pour repositionner positivement le débat sur l'agriculture et montrer qu'il est possible d'innover et de réconcilier la lutte contre le changement climatique et l'objectif de sécurité alimentaire. C'est pourquoi mon pays a fait inscrire à l' « Agenda des solutions » de la COP 21 (le « Plan d'action Lima-Paris »), l'initiative multipartenariale « **4 pour mille : des sols riches en carbone pour la sécurité alimentaire et le climat** ». Il faut savoir en effet que les sols superficiels contiennent deux fois plus de carbone que l'atmosphère et que si on était capable de stocker chaque année 4 pour mille de carbone en plus dans ces sols, les émissions anthropiques de CO₂ seraient entièrement compensées. Or, l'agro-écologie, en prenant mieux soin à la fois des sols, de l'eau et de la végétation permet d'accroître effectivement le taux de matière organique dans les sols, ce qui en accroît aussi la fertilité et donc la production, en plus de la résilience. C'est donc bien un moyen de réussir le triple gain « adaptation, sécurité alimentaire et atténuation ».

L'initiative « 4 pour 1000 » comprend 2 volets complémentaires : i) un programme international de coopération en recherche agronomique, déjà engagé avec l'appui notamment du CGIAR, et ii) une alliance d'acteurs (Etats, ONG, entreprises, réseaux d'autorités locales...) qui s'engagent à lutter localement contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. L'initiative « 4 pour 1000 » est aujourd'hui notamment soutenue par la FAO et la Banque mondiale et elle fera l'objet d'engagements de plusieurs Etats et autres acteurs lors de la COP 21.

Ces réflexions et initiatives, conduites ou engagées par mon pays, au niveau tant national que international, montrent combien les travaux conduits par les « *Dialogues de Caux sur la terre et la sécurité* » nous paraissent à la fois d'actualité, importants et utiles. Ils montrent en fait la voie de ce qui est essentiel pour l'humanité.

Merci beaucoup de votre attention

~X~

More information about the Caux Dialogue on Land and Security 2015 is available at www.landlivespeace.org.